

2022 : la relance du projet européen ?

Déclaration du groupe Coopération

Les trois institutions européennes que sont la Commission, le Conseil et le Parlement ont décidé de donner aux citoyennes et citoyens des 27 États membres, la possibilité d'exprimer ce qu'ils attendent de l'Union européenne.

A l'occasion de la « Conférence sur l'avenir de l'Europe », le CESE a souhaité formaliser la vision du projet porté par la société civile organisée.

L'Union européenne, qui a apporté la paix, la stabilité et grandement amélioré la vie des Européennes et des Européens vit actuellement une crise de croissance et de défiance. Après une phase de construction et d'élargissement basées essentiellement sur la libre circulation et la normalisation, le projet européen mérite d'être actualisé.

Des fractures sont là et masquent la force d'un projet unique. La sortie récente d'un acteur majeur, la Grande Bretagne, montre que cette union est fragile. Elle ne recueille plus l'adhésion majeure des citoyennes et citoyens de chacun des États membres. La position d'autres acteurs comme la Hongrie et la Pologne démontre que les valeurs de l'Europe peinent à vivre autrement que par le prisme libéral du marché.

Enfin, les règles de fonctionnement, l'unanimité notamment, trouve ses limites dans un collectif à 27 où les soutiens sont parfois plus de l'ordre de l'opportunisme politico économique que de celui des valeurs.

Brexit, montée des nationalismes, en Europe, mais aussi dans le monde et urgence climatique, sont l'occasion de repenser un modèle qui conserve toute sa pertinence en ce moment.

En cela, le Plan de relance européen actuel « *Next Generation EU* » est une occasion de sortir plus forts de la pandémie liée à la Covid-19 en transformant nos économies pour les rendre plus durables et résilientes.

Les citoyennes et citoyens européens l'ont bien compris, même s'ils sont partagés entre « trop d'Europe » et « pas assez d'Europe ».

Qu'ils soient Européens ou Français, ils appellent de leurs vœux une Europe autonome, protectrice et solidaire qui replacera les femmes et les hommes au cœur du projet et qui défend ses intérêts stratégiques au niveau international en ne visant pas uniquement les marchandises et les échanges commerciaux. Pour nous coopératives qui sommes des entreprises de personnes et non de capitaux, c'est primordial.

Il nous faut une Europe qui garantisse les libertés sur l'ensemble de son territoire, mais aussi au-delà, à travers le monde et promouvant ses valeurs au profit de l'humanité et une partie de ses ressources aux plus démunis. La solidarité est une valeur socle du projet coopératif. Elle a pour cela la chance unique de pouvoir disposer de têtes de pont partout dans le monde avec les régions ultra périphériques et notamment les Outre-mer français.

Notre Europe doit pouvoir susciter l'adhésion de femmes et d'hommes de nationalités différentes, unis autour de valeurs et d'un désir commun de construire ensemble une réponse adaptée aux besoins d'aujourd'hui et aux enjeux de demain.

Le Groupe de la Coopération a voté la Résolution.